

26, boulevard de la République  
04190 Les Mées

☎ Digne : 06 30 65 70 07  
Les Mées : 06 62 28 79 31  
Manosque : 06 83 19 65 29

**POI PARTI OUVRIER  
INDÉPENDANT**

*Pour le socialisme, la République et la démocratie*  
Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

**10 décembre 2014**

Site : [www.poi-04.fr](http://www.poi-04.fr)  
Courriel : [poi-sdr-04@orange.fr](mailto:poi-sdr-04@orange.fr)  
Fédération : 06 21 25 24 15  
06 82 69 71 03

# Et encore une loi gouvernementale pour... détruire la protection collective des salariés !

Et encore un projet de loi du gouvernement Hollande-Valls contre les droits collectifs arrachés par les travailleurs et leurs organisations dans la lutte contre l'exploitation !

Il s'agit de celui du ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, qui prévoit, entre autres :

- la remise en cause des procédures de licenciements collectifs des salariés, levant en particulier l'obligation faite aux patrons de verser une indemnité correspondant à six mois de salaires ;
- l'extension du travail du dimanche, ouvrant la voie à sa banalisation et à sa non-compensation salariale ;
- la remise en cause de l'élection par les salariés et du rôle des conseillers prud'homaux chargés de la défense des travailleurs dans les conflits du travail.

Les patrons ont déjà encaissé, pour l'année 2014, 6 milliards d'euros de crédit d'impôts.  
Et l'année prochaine, ce sera 34 milliards d'euros supplémentaires.

Dans le même temps, 28 400 travailleurs supplémentaires ont perdu leur emploi au mois d'octobre.

Et ce gouvernement, totalement au service des capitalistes, en rajoute encore dans la flexibilité !

Devant la nouvelle remise en cause des droits ouvriers prévue par la loi Macron, les patrons se frottent les mains.  
« *Ce que propose aujourd'hui Emmanuel Macron va véritablement dans la bonne direction* », déclare Thibault Lanxade, au nom du Medef.

Nathalie Kosciusko-Morizet (UMP) se déclare « favorable à la loi Macron » et se propose de la voter.

Selon le journal des capitalistes *Les Echos* (9 décembre), « *les grandes lignes du projet Macron dévoilées en octobre apparaissent comme un gage donné à la Commission européenne face à la non-conformité budgétaire de la France en vertu du pacte de responsabilité* ».

## **Le gouvernement Hollande-Valls et sa politique doivent être bloqués**

Seule la classe ouvrière, avec ses organisations, est capable de bloquer cette politique et d'imposer l'abandon de ces plans meurtriers. Aider à réaliser les conditions de ce mouvement d'ensemble est une urgence absolue. Le pacte de responsabilité doit être balayé. Le projet de loi Macron doit être retiré. Les adhérents du Parti ouvrier indépendant se proposent d'en débattre avec tous ceux qui veulent se battre pour que les conditions soient enfin réalisées d'un grand mouvement d'ensemble qui en finisse avec cette politique de misère et de destruction, politique qui trouve son origine dans les directives de Bruxelles et les multinationales.

*Lisez Informations ouvrières !*  
Venez en discuter dans les assemblées ouvertes du POI

**Réunion : jeudi 18 décembre 19h30  
maison des associations - Les Mées**